



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARIANEGROUP

Chemin de la Loge
CS 54411 cedex 4
31405 Toulouse

Références : 2025/482
Code AIOT : 0006802944

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2025 dans l'établissement ARIANEGROUP implanté Chemin de la Loge CS 54411 cedex 4 31405 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale relative à la sobriété hydrique. Celle-ci vise à vérifier les démarches entreprises par les exploitants pour optimiser le prélèvement et la consommation en eaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARIANEGROUP

- Chemin de la Loge CS 54411 cedex 4 31405 Toulouse
- Code AIOT : 0006802944
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société ArianeGroup (ex Airbus Safran Launchers, ex Herakles) exploite une usine de fabrication de produits pour le secteur spatial et la chimie fine, située sur l'île du Ramier à Toulouse.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	1. Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2. Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Sans objet
3	3. Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
4	I. Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
5	II. Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
6	III. Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
7	IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ArianeGroup utilise entre 60% à 77 % du prélèvement en eaux pour les circuits de refroidissement selon les années où l'activité est partielle ou totale. L'étude technico-économique

réalisée en mars 2025 propose plusieurs solutions de modifications ou de remplacements de ces refroidisseurs et TAR. Un comparatif sur chacun des scénarios mentionne un chiffrage des travaux, une priorisation de ces travaux entre les différents ateliers sans qu'un échéancier ne soit proposé, et ce, conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant informe qu'en 2021, des travaux ont été effectués sur la station de pompage permettant de diminuer la consommation énergétique. En revanche, ces travaux n'ont pas eu d'impact sur le prélèvement et la consommation en eau.</p> <p>En 2023, la mise en place d'une boucle de récupération de condensats déviés vers la chaufferie a permis une réduction de 32.000 m³ /an du prélèvement en Garonne. Des travaux sur des fuites détectées dans le réseau étaient en cours le jour de la visite. Ce gain sera évalué en 2026.</p> <p>S'agissant de la réutilisation des eaux, l'exploitant précise que celle-ci n'est à ce jour mise en pratique sur le site et que les effluents sont rejetés dans la Garonne.</p> <p>Par ailleurs, l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2023 prescrit la mise à jour de l'étude technico-économique du 21 décembre 2011 relative à la mise en circuit fermé des installations de refroidissement à l'eau, accompagnée d'une proposition de travaux et d'un échéancier. Cette étude transmise à l'inspection des installations classées le 31 mars 2025 fait état de travaux pour (voir partie confidentielle) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'atelier 1 présentant une économie de 9 % sur la consommation du site ; soit 194.300 m³ /an ; 2. l'atelier 2 faisant ressortir un gain moyen de 26 % ; 579.600 m³ /an ; 3. l'atelier 3 faisant ressortir un gain moyen ; 608.540 m³ /an.

Selon les ateliers, quatre à cinq scénarii de modification du circuit de refroidissement ont été étudiés précisant le coût financier direct et indirect.

L'exploitant n'a toutefois pas été en mesure de présenter un échéancier pour les travaux décrits dans l'étude technico-économique. L'inspection des installations classées rappelle qu'au vu des volumes prélevés annuellement et compte tenu de la sobriété hydrique, l'exploitant est tenu de mettre en place des actions et des travaux pour améliorer sa gestion de l'eau.

L'exploitant signale qu'une rencontre avec la DREETS et l'Agence de l'Eau Adour Garonne est prévue pour évoquer ce sujet permettant une meilleure visibilité sur le portage financier du programme de travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à l'inspection des installations classées, un plan prévisionnel décrivant un phasage de travaux pour la mise en circuit fermé les installations de refroidissement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : 2. Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

Constats :

L'exploitant présente un plan des réseaux composé de 8 secteurs. Ce plan fait apparaître un point

de prélèvement des eaux, situés sur le bras supérieur de la Garonne situé au Sud-Est du site et une station de filtration composée de 8 filtres assurant le prétraitement des eaux brutes. 1 filtre est nettoyé par jour utilisant 500 m³ /j.

Chaque atelier dispose d'un système de refroidissement propre.

Ce plan fait ressortir également, une station de traitements des effluents, un bassin de décantation et un bassin de 5000 m³ où sont stockées les eaux pluviales et les eaux de refroidissement. Un dispositif de mesures et de surveillance en continu, de certains paramètres, avant rejet des eaux process dans la Garonne, permet en cas de dépassement de VLE, de réorienter le rejet pour traitements avant rejet.

Deux points de rejets sont situés sur la Garonne inférieure dont :

- Un point pour l'évacuation des eaux pluviales et eaux de refroidissement et,
- Un point de rejets des eaux de procédés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a présenté un tableau des prélèvements affichant les volumes d'eaux prélevés quotidiennement, des bilans de consommation hebdomadaire et annuel, la répartition des volumes prélevés par secteurs détaillant ainsi ce qui relève des eaux de refroidissement, des eaux de procédés et des eaux d'exhaures. Ce tableau est géré par le chef de quart.

Un autre fichier, tenu par le Facility manager, permet de suivre les volumes d'eaux prélevés du réseau. L'eau potable est utilisée dans les process de 2 ateliers dans le refroidissement des pompes et dans des usages sanitaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : I. Réductions d'eau de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des restrictions de l'exploitant
Prescription contrôlée : I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] III. - Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.
Constats : Ce site est autorisé par arrêté préfectoral complémentaire, du 16 novembre 2023, pour un prélèvement de : <ol style="list-style-type: none">1. 2.200.000 m³/an et en cas de fonctionnement de l'atelier MMH, le prélèvement s'élève à 4.000.000 m³ /an (Eau de surface).2. 20.000 m³ /an (Réseau public). Cet établissement est soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement. Le jour de la visite, le bassin de la Garonne était placé en vigilance sécheresse. L'exploitant signale que selon le niveau de gravité, la procédure adaptée est déployée. Pour le niveau vigilance, des échanges sont fait dans le cadre du SQCDP (Cadre de management Sécurité, Qualité, Coût, Délai, Personnes) où les arrosages sont suspendus, des affichages sont faits aux points d'eaux, au niveau des vestiaires et dans les salles de prise de pose. Une information est également faite auprès du personnel sur le lavage dans certains ateliers, recherches de fuites... L'exploitant évoque une procédure lié aux aléas climatiques dont la sécheresse en cours de mise à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : II. Réductions imposables à l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.</p> <p>Constats :</p> <p>Le volume de référence se calcule sur la base du prélèvement d'eau moyen journalier et correspond, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Le prélèvement d'eau, entre l'année n-1 et l'année en cours, comme base de calcul, s'avère non pertinente au vu de l'irrégularité du fonctionnement des ateliers selon les années.</p> <p>L'inspection propose d'encadrer par un arrêté préfectoral complémentaire, le calcul du volume de référence tenant en compte la spécificité du fonctionnement des ateliers.</p> <p>Pour l'année 2025, l'exploitant a transmis une demande le 27 août 2025 justifiant d'une valeur forfaitaire supérieure à 5 % du volume de référence nécessaire à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. Les consommations destinées à la sécurité représentent un volume total de 1260 m3/j soit 460 000 m3/an.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : III. Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
--

<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'activité d'ArianeGroup ne figure dans la liste des exemptions. En revanche, l'exploitant demande si l'approvisionnement en eau du réseau public à destination de la société Ipsophene, sera pris en compte dans le calcul pour définir le volume de référence.</p> <p>L'activité de la société Ipsophene figure dans la liste des activités exemptées conformément à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Il s'agit de la production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 7 : IV. Déclaration obligatoire en période de sécheresse</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur</p>

GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un courriel, le 14 août 2025, informant l'inspection des installations classées que la création d'un cadre GIDAF Sécheresse est effective.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>